

choses par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Alors, je prends le cas du Gabon. Nous pensons que les prêts d'ajustement structurel sont une bonne chose pour le Gabon, même si le remboursement coûte cher parce qu'il faut rééchelonner et quand on paye, on rembourse l'intérêt plus le capital.

Bien, mais il faut s'y faire. Autant avoir cela que rien. La dévaluation est arrivée. J'étais l'un de ceux qui étaient contre la dévaluation parce que j'estimais que nous n'étions pas encore bien préparés. Pour la première fois, quand on nous a parlé de la dévaluation, j'étais avec mes collègues Compraoré, Diouf, et le défunt Houphouët-Boigny, nous avons été voir le Président Mitterrand. Le Président Mitterrand nous a compris. La dévaluation n'a plus eu lieu mais, par la suite, ces Messieurs qui sont là-bas, ils ont forcé, forcé, forcé : j'ai dit "non". Finalement, nous nous sommes trouvés tous ensemble. On a dit "Bon, essayons de dire "oui". Et nous avons essayé de dire "oui". Nous avons exigé aussi qu'il y ait un canevas sur les mesures d'accompagnement.

Mais, pour moi, dans cette histoire de dévaluation, ce qui a été important, c'est que le Gabon a été longtemps considéré comme un pays riche, auquel la Banque mondiale ne pouvait plus faire un prêt. Mais nous sommes redevenus éligibles à la Banque mondiale. Donc, tout se passe très bien. L'essentiel, c'est qu'on tienne bon ! C'est qu'on se serre la ceinture. Je crois que dans un an, dans deux ans, le problème de la dévaluation sera oublié. Mais il faut le faire ! Entre l'aide économique et la démocratisation, est-ce que cela veut dire qu'après cette instabilité, la France est beaucoup moins attentive maintenant, peut-être moins agressive sur la démocratisation.

R - Le Président - Pas du tout. Ce sont des interprétations. J'évite de répéter la même chose. Il m'arrive aussi de ne pas lire strictement mes notes. Très souvent, les papiers, je les mets-là, et puis je dis ce que je pense sur le moment. Donc, cela déroute quelquefois les journalistes qui se réfèrent au papier original et qui entendent autre chose. Ce qui m'engage, c'est ce que je dis. Mais je pourrai redire intégralement ce que j'ai dit à La Baule. Et j'en maintiens tous les termes.

Q - Monsieur le Président, est-ce que vos interlocuteurs africains ont montré un certain intérêt pour l'élection présidentielle, la campagne en France qui commence actuellement pour savoir qui sera leur prochain interlocuteur à l'Élysée ?

R - Aucun d'entre eux ne m'en a parlé, peut-être ont-ils voulu me ménager, je ne le pense pas. Mon successeur, c'est le peuple français qui le désignera en temps utile. Donc, on ne m'a pas consulté spécialement de la part de nos amis africains qui ne manquent pas de délicatesse et qui n'ont pas voulu sans doute régler l'ordonnancement de mes obsèques politiques. Non, personne ne m'en a parlé, strictement personne. Je ne dis pas que cela ne les intéresse pas, mais je n'en sais rien, vous leur poserez la question.

BIARRITZ, 9 NOVEMBRE 1994

### Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique - Interview du Premier ministre, M. Edouard Balladur à RFI

#### France - Afrique - relations économiques et politiques - prévention des conflits

La France en effet a depuis très longtemps, depuis des dizaines d'années, et cela a été à l'instigation du Général de Gaulle à l'origine, après l'indépendance des pays d'Afrique, considéré que la politique africaine et d'amitié et de coopération avec l'Afrique était pour elle une priorité ; une priorité absolue à travers les changements de Président de la République, de majorité et de gouvernement. Elle est restée fidèle à cette ligne et elle doit y rester fidèle. Et je me permets de dire qu'en tant que gaulliste, j'en suis encore plus convaincu. Alors cela étant, nous devons bien entendu adapter notre action aux conditions modernes de la vie en Afrique qui se caractérise par deux éléments.

Le premier sur le plan économique ; l'Afrique a connu depuis quelques années des difficultés considérables. Nous l'avons aidée et nous l'avons même aidée, si je puis dire, plus que jamais, notamment pendant la dévaluation du franc CFA l'année dernière. Cette dévaluation était un moyen, ce n'était pas une fin. C'était une condition du redressement, mais il fallait également qu'un certain nombre d'actions de redressement fussent entreprises par les pays africains, ils l'ont fait. Il fallait que la communauté internationale et la France les aident : nous l'avons fait. Nous avons annulé des dizaines de milliards de dettes à l'Afrique et dans ces conditions, on peut dire qu'aujourd'hui on ne peut pas encore porter un jugement définitif, mais les choses vont dans la bonne direction. Voilà pour l'aspect économique.

En ce qui concerne l'aspect proprement politique, l'Afrique connaît des crises, je note d'ailleurs que l'Afrique ex-française en connaît beaucoup moins que tous les autres pays africains, je dis ex-française, et nous devons nous tenir prêts, nous Africains et Français associés, à faire en sorte que ces crises puissent être rapidement surmontées. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que, comme je l'ai proposé lors du discours que j'ai fait devant l'Assemblée nationale à Dakar à la fin du mois de juillet dernier, nous devrions créer une force d'intervention humanitaire, je dis bien humanitaire, pour permettre de régler les problèmes qui peuvent se poser de façon inopinée. Mais il va de soi que cette force ne pourrait être placée que sous l'égide des Nations unies car nous ne pourrions agir et nous ne devrions agir qu'à la demande des Nations unies, comme nous l'avons fait au Rwanda, où Français et Africains associés - je parle des anciens pays d'Afrique associés à la France, les anciennes colonies pour dire les choses clairement - nous avons été les seuls de la communauté internationale à prendre nos responsabilités, mais à les prendre sur mandat du Conseil de sécurité. Alors tout ça pose, comme le Président de la République l'a dit d'ailleurs, des questions complexes et difficiles. Sur mandat de qui devons-nous agir ? La ré-

POLITIQUE E

ponse es  
des raiso  
est éga  
avec qu  
Voilà tou  
d'Etat af  
Présiden  
étions à

Q - L  
projet. C  
cache u  
continen

R - E  
force né  
logistiqu  
vrai aus  
nos par

Dém

Q -  
le cap  
évolutio  
sur la s  
pas cor

R -  
sions d  
demm  
cratie.  
vent, c  
vers un  
et chac  
tions in  
autre c  
des pré  
liberté  
en a d'  
suivre  
compt  
met fra  
dirigea  
l'évolu  
l'évolu  
nécess

BIARR

Co  
d'A  
de

Fra

La  
et d'A  
sujet  
mocr  
sur ce  
analys  
répan  
geme

ponse est évidente, de l'ONU. Dans quels cas ? Pour des raisons humanitaires, il me semble que la réponse est également évidente. Mais avec quelle logistique, avec quel budget, quelle coordination, avec l'OUA ? Voilà toute une série de questions difficiles que les chefs d'Etat africains ont décidé de faire tirer au clair par le Président Eyadema et j'ai indiqué à ce dernier que nous étions à sa disposition pour l'aider dans sa réflexion.

Q - Les Africains sont un petit peu hésitants sur ce projet. Certains se demandent, par exemple, si ça ne cache une volonté de désengagement de la France du continent ?

R - Ecoutez, c'est tout le contraire, puisque cette force ne pourrait fonctionner qu'avec un appui de la logistique donnée entre autres par la France. Mais il est vrai aussi que nous Français, souhaiterions y associer nos partenaires européens.

### Démocratie et développement

Q - Sur la démocratie, est-ce que Biarritz maintient le cap donné à La Baule, est-ce qu'il n'y a pas des évolutions à apporter, est-ce que la présence, le retour sur la scène franco-africaine du général Mobutu n'est pas contradictoire avec le maintien d'un tel cap ?

R - Vous savez, pour ce que j'ai compris des décisions de La Baule c'est parfaitement clair. Il faut évidemment que les pays africains évoluent vers la démocratie. Il n'y a pas d'exception africaine, ces pays doivent, comme l'ensemble des pays du monde, évoluer vers un système de liberté, mais chacun à son rythme et chacun avec ses traditions, en respectant les transitions indispensables. Nous n'avons jamais voulu dire autre chose. D'ores et déjà depuis quelques années, des progrès considérables ont été faits, en matière de liberté des élections, en matière de multipartisme et on en a d'ailleurs vu les conséquences. Eh bien il faut poursuivre dans cette voie. Je suis en tout cas très confiant compte tenu de l'atmosphère qui règne dans ce sommet franco-africain, compte tenu de l'état d'esprit des dirigeants africains, je suis très confiant sur d'abord l'évolution économique du continent, également sur l'évolution politique et sur la prise de conscience des nécessités de la sécurité.

BIARRITZ, 8 NOVEMBRE 1994

### Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique - Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé

#### France - Afrique - démocratie et développement

La treizième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique s'est ouverte ce matin. Le premier grand sujet de cette conférence a été l'Etat de droit et la démocratisation en Afrique. Je voudrais, en m'exprimant sur ce sujet, m'inscrire en faux contre la morosité des analyses et la propension au dénigrement, qui est assez répandue, je dirais qu'on peut dresser un constat largement positif. Des progrès indéniables ont été accom-

plis depuis quelques années sur la voie de la démocratisation, après le très grand nombre d'élections qui se sont déroulées, présidentielles, législatives ou autres, dans des conditions tout à fait satisfaisantes. A preuve, et c'est un des événements forts de cette conférence, l'aboutissement du processus électoral en Afrique du Sud et la présence à notre réunion d'aujourd'hui de M. Mbeki et du Ministre Nzo, que j'avais reçu à Paris il y a quelques jours.

J'ajouterai que ce constat positif s'est accompagné d'une prise de conscience et que l'optimisme va de pair avec notre réalisme. Je veux dire par là que tout le monde est bien conscient maintenant que la démocratie doit progresser au rythme de chacun - il n'y a pas de calendrier préfabriqué, qui devrait s'imposer dans les mêmes termes à chaque pays. La deuxième chose qui est également clairement apparue, c'est que la démocratie, ce sont des élections, je viens d'en parler, mais que tout ne s'arrête pas avec les élections. Le processus est beaucoup plus long et beaucoup plus profond. La démocratie, c'est aussi - parfois après les élections - l'édification d'un véritable état de droit avec ce que cela implique d'équilibre des pouvoirs, notamment d'équilibre entre le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire. La démocratie, c'est aussi la transparence de la vie publique et le respect des minorités, qu'elles soient politiques ou ethniques, la démocratie c'est aussi la décentralisation du processus démocratique. Voilà donc des domaines où le travail est un travail de longue haleine. Il a été entrepris dans beaucoup de pays africains, et mérite bien sûr d'être poursuivi. J'ajoute que, lorsque certains pays connaissent des situations de crise larvée ou autre, la démocratie ne peut pas non plus se borner à donner intégralement le pouvoir à celui qui a gagné les élections. La démocratie c'est aussi parfois des processus de partage du pouvoir et de réconciliation nationale si l'on veut stabiliser véritablement la situation dans ces pays en crise. Enfin, nous avons souligné hier soir - ça n'est pas une idée tout à fait nouvelle, mais elle mérite d'être soulignée à chaque fois - le lien très étroit entre démocratie et développement.

#### Situation économique en Afrique - dévaluation du franc CFA - dette publique

Le deuxième grand sujet de discussions et de réflexion a été celui de la situation économique de l'Afrique. S'agissant des pays de la zone franc, nous avons dressé un bilan de l'après-dévaluation, qui peut toujours être considéré comme positif, bien que contrasté. Et nous avons rappelé, j'ai rappelé, à quel point la France maintenait son engagement en Afrique et pour le développement de l'Afrique. En donnant d'abord elle-même l'exemple : vous savez que nous rapprochons petit à petit de ce fameux objectif de 0,7 % du PIB. Nous n'en sommes plus si loin en France : 0,63 %. Et nous sommes le pays qui est au premier rang de l'aide qu'il apporte à l'Afrique. Cet engagement de la France est également sensible au sein de l'Union européenne et j'ai indiqué que, sous présidence française, nous serions particulièrement attentifs à faire en sorte que la mise en œuvre des accords du cycle de l'Uruguay ne comporte pas de conséquences négatives sur la Convention de Lomé, et pour que la demande de